



**Communiqué**  
**27 Octobre 2021**

## **CONFERENCE SUR LES PERSPECTIVES SALARIALES... LA PERPLEXITE EST TOTALE.**

Une première réunion avec la Directrice Générale de la Fonction publique et les deux personnalités qualifiées désignées (Paul Peny et Jean-Dominique Simonpoli) par Amélie de Montchalin dans le cadre de la conférence sur les perspectives salariales a eu lieu ce 27 octobre.

Pour Solidaires, cette réunion a été l'occasion de les interroger sur la méthode et l'objectif de cette conférence.

Pour Solidaires, les plus grandes réserves et la plus grande perplexité sont de mise. La méthode présentée lors de la réunion est particulièrement nébuleuse puisque consistant en *“une réflexion d'ensemble déconnectée de toute perspective immédiate de mise en oeuvre”* ...  
S'il s'agit d'accumuler les réunions sans qu'il n'en ressorte aucune mesure concrète rapide pour les agent·es, quel intérêt ?

Parier sur ce que voudra reprendre ou non le gouvernement nommé après les élections présidentielles de mai 2022, peut être considéré comme une forme de mépris pour les agent·es. Solidaires n'a pas de temps à perdre avec des réunions stériles qui ne déboucheraient sur rien.

Il ne s'agit pas pour Solidaires Fonction Publique de co-construire quelque programme électoral ou du prochain gouvernement.  
La situation est bien trop préoccupante pour les agent.es publics qui sont confronté.es à la sous-rémunération et aux inégalités salariales (F/H, entre catégories, entre versants, contractuel.les...).

Pour Solidaires FP, il y a urgence à ce que les personnels bénéficient enfin de revalorisation par le biais de mesures salariales générales indiciaires. Ces mesures doivent permettre de rattraper la perte de pouvoir d'achat des agent.es publics (point d'indice gelé depuis 2010), et de reconnaître leurs qualifications, notamment concernant les filières féminisées. Pour Solidaires Fonction Publique, ces mesures sont urgentes !  
L'investissement sans faille des agent-es pendant la crise sanitaire a montré plus que jamais que la population avait besoin des agent-es publics et de services publics de proximité. Le gouvernement ne peut pas se cacher derrière un écran de fumée, alors que les agent-es publics et les usager-es ont des attentes très fortes.

Discuter d'attractivité, d'égalité professionnelle, d'équité de rémunération, des contractuel.les... d'accord mais pour aboutir à de véritables mesures !  
Proposer aux représentant.es des personnels de discuter dans le vent serait une provocation de plus faite aux agent·es publics !

# ON VEUT VIVRE, PAS SURVIVRE

La crise covid a amplifié la crise sociale. Des millions de personnes viennent de basculer et de rejoindre une partie croissante des travailleuses et des travailleurs qui vivent dans la précarité, la pauvreté et l'insécurité au quotidien. Il n'est pas admissible de devoir choisir entre manger, payer son logement, sa facture d'électricité, faire le plein, acheter des fournitures scolaires ou prendre les transports, compter chaque euro et être en galère largement avant la fin du mois.

## TOUT AUGMENTE

On nous dit que l'activité économique mondiale est repartie de plus belle. De fait, nos modes de production et de consommation demandent beaucoup de ressources en énergies, en particulier fossiles. La demande s'envole, les prix de l'énergie explosent. Et d'autant plus que depuis les privatisations d'EDF et GDF c'est le secteur privé qui est aux manettes, avec la recherche absolue du profit et non du bien commun. L'explosion des prix de l'énergie se répercute sur les produits alimentaires et les biens de consommation, et l'inflation repart.

## PAS DE REVENUS EN DESSOUS DE 1 700 EUROS (NET)

Vivre dignement, c'est avoir les moyens de subvenir à ses besoins. Pour nous aujourd'hui, aucun salaire, aucune pension de retraite, aucune allocation de chômage ne doit être inférieure à 1 700 euros par mois. Pour faire face à la situation actuelle, nous revendiquons une augmentation immédiate de 400 euros par mois pour toutes et tous, y compris pour les minimas sociaux. Que ce soit dans les négociations annuelles obligatoires (NAO) dans les entreprises ou bien dans la fonction publique, c'est partout que nous voulons obtenir des augmentations de salaires qui, contrairement aux primes, financent notre sécurité sociale.

## LES MÊMES DROITS POUR TOUTES ET TOUS.

Dans l'immédiat les 18-25 ans doivent avoir accès au RSA que nous voulons revaloriser. Partout il faut obtenir l'égalité salariale réelle femmes/hommes. En moyenne, à poste égal, les femmes gagnent toujours 17% de moins ! Le travail déclaré est indispensable à l'accès aux mêmes droits et aux mêmes salaires. La régularisation de tou-ttes les Sans-papiers est ainsi un préalable.

## REDISTRIBUTION DES RICHESSES ET LIMITE ÉCOLOGIQUE DES REVENUS

On nous répète qu'il n'est pas possible de financer les salaires. C'est un mensonge. Il s'agit de choix de société et de rapports de forces : le patronat accapare aujourd'hui des dizaines de milliards d'euros grâce à notre travail, en rémunérant grassement les actionnaires : les dividendes versés par les entreprises du CAC 40 explosent (51 milliards en 2021). Sans parler de la fraude fiscale, comme encore révélée récemment par les Pandoras Paper, qui prive la collectivité de recettes énormes qui pourraient financer aisément les services publics. Nous pensons qu'il faut réduire l'écart entre les plus hauts et les plus bas salaires. Nous ne voulons pas de revenus "illimités". L'Union syndicale Solidaires revendique qu'il n'y ait pas de revenu plus de 5 fois supérieur au revenu minimal. Nous savons que les plus riches, de par leur mode de vie sans limite, polluent le plus.

**Ces revendications sont centrales,  
mettons les moyens pour les transformer en luttes gagnantes !**

